



**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**  
DIVISION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DU CONTENTIEUX  
5 AVENUE BERNARD HIRSCH CS 20104  
95010 CERGY PONTOISE CEDEX  
TÉLÉPHONE : 0134245600  
MÉL. : ddip95.pgf.contentieux@dgfip.finances.gouv.fr

DDFIP DU VAL D'OISE  
DIVISION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTENTIEUX  
5 AVENUE BERNARD HIRSCH CS 20104  
95010 CERGY PONTOISE CEDEX

**POUR NOUS JOINDRE :**

Réception : sur rendez vous  
Affaire suivie par : Michelle JACONO

Téléphone : 01 34 24 58 34

Réf. : RI 2019-119

Association ANTEC  
3 rue Rougeolles  
95590 PRESLES

CERGY PONTOISE, le 29 JAN 2020

Objet : procédure de rescrit fiscal relative aux organismes habilités à recevoir des dons

Monsieur le Président,

Par courrier reçu le 19 juillet 2019, complété par deux courriels reçu le 29 juillet 2019 et 24 janvier 2020, vous avez demandé si les dons versés à l'association ANTEC ouvrent droit à la réduction d'impôt prévue aux articles 200 et 238 bis du code général des impôts.

Vous avez joint à votre demande le questionnaire relatif à la détermination du régime fiscal des associations. Ce questionnaire était accompagné des statuts de l'association, du procès verbal de l'assemblée générale tenue en mars 2019, du budget au titre de l'année 2018, du budget prévisionnel 2019, du rapport d'activités au titre de l'année 2018 et d'une convention signée avec le ministère de l'éducation en 2006.

Le code général des impôts prévoit en effet un dispositif de réduction d'impôt pour les dons effectués par les particuliers et les entreprises au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises prévus au Bulletin Officiel des Finances Publiques Impôts (BOFIP Impôts) sous la référence BOI-RICI-250-10-20-10-20170510.

Sont considérés comme d'intérêt général les organismes qui exercent une activité non lucrative dans les conditions prévues au BOFIP Impôts sous la référence BOI-IS-CHAMP-10-50-10-10-20170510, dont la gestion est désintéressée (aucun avantage n'étant procuré aux membres) et qui ne fonctionnent pas au profit d'un cercle restreint de personnes.

### I-PRÉSENTATION DE L ASSOCIATION

Conformément à ces statuts, votre association a pour objet la recherche, le développement la conception, la production, la promotion l'organisation la diffusion de l'éducation et de la formation grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.



Afin de réaliser son objet, l'association organise et anime toutes manifestations à caractère éducatif, économique et/ou social sans que ces moyens soient limitatifs.

L'association est gérée par un conseil scientifique composé en 2019 de 11 membres.

A titre permanent l'activité de l'association ANTEC consiste en l'administration du site internet TPLine et la gestion du bulletin d'information à destination du monde éducatif.

Le site internet (<https://tpline.eu>) propose des activités scientifiques et techniques construites à partir de mesures faites, le plus souvent, en temps réel, sur des systèmes techniques existants impossibles à faire rentrer dans les laboratoires des établissements scolaires. Ce site propose aux établissements scolaires (collège lycées et post bac notamment IUT,) des fiches de travaux pratiques sur une thématique. Il est ainsi possible aux élèves et aux étudiants d'étudier des systèmes dans lesquels les grandeurs mesurées sont celles qu'ils rencontreront dans leur vie professionnelle.

Les établissements intéressés peuvent également s'inscrire en tant qu'établissement partenaire de l'association. Cette inscription permet l'accès complet à tous les documents pédagogiques scientifiques et techniques du site au-delà de ceux qui sont fournis gratuitement pour la réalisation des travaux pratiques. Le tarif de l'inscription s'élève à 91€ pour une année scolaire. L'établissement doit remplir un bulletin d'inscription et fournir les coordonnées du professeur référent qui sera l'interlocuteur privilégié de l'association ANTEC-TPLine.

Les travaux pratiques ont été mis au point par des équipes d'enseignants en collaboration étroite avec des entreprises support des systèmes. Les scénarios de ces travaux pratiques sont présentés en licence Créative Commons .

Les professeurs des établissements partenaires sont donc totalement autorisés à demander des modifications pédagogiques et /ou techniques aux auteurs, par le biais du Webmaster.

De nouveaux modules de travaux pratiques peuvent être mis au point par les enseignants des établissements partenaires et seront partageable sur TPLine.

ANTEC, via son application TPLine, est donc complémentaire des activités de laboratoires.

Une commission scientifique de l'association se réunit une fois par an pour étudier les nouvelles propositions.

La réalisation de la mise en ligne des activités est sous-traitée avec des sociétés de développement internet ou des développeurs informatiques particulier à leur compte en free-lance. L'association ANTEC ne s'occupe que de la création pédagogique des activités mises en ligne.

Le financement de la mise en place d'un nouveau système se fait avec le soutien financier d'entreprises. Ces entreprises dont le logo apparaît sur le site internet de l'association participent aux frais de développement internet des TP.

Suivant le courrier du directeur scientifique de l'association, de nombreux enseignants, élèves et étudiants utilisent des activités pédagogiques mises en ligne. Par courriel du 24 janvier, le trésorier de l'association précise que 3 974 personnes sont abonnées au bulletin du site TPLine dont 503 enseignants.

A titre accessoire, l'association ANTEC met en ligne gratuitement des informations techniques d'ordre générale à destination des particuliers qui souhaitent s'informer et comprendre les différents outils informatiques destinés à l'information et la communication ainsi que des fiches de formations (Internet, informatique et téléphonie).



L'association peut, le cas échéant, intervenir à distance sur l'ordinateur du particulier pour régler des problèmes de dysfonctionnement moyennant le coût d'une cotisation de 46€/an.

Les ressources financières de l'association sont constituées des adhésions des organismes partenaires (lycées, université..) et des aides financières accordées par les entreprises lors de la création de nouveaux projets. Ces aides sont utilisées pour le développement des activités sur le site TPLine.eu.

## **II-EXAMEN AU REGARD DES CRITÈRES DE LA LUCRATIVITÉ**

Aux termes du BOFIP BOI-IS-CHAMP-10-50-10-10-20120912 §10 à 70, un organisme doit être considéré comme exerçant une activité sans but lucratif lorsque :

- la gestion de l'organisme est désintéressée,
- l'organisme ne concurrence pas des organismes du secteur lucratif,
- l'organisme n'exerce pas son activité dans des conditions similaires à une entreprise au regard du produit, du public du prix et de la publicité.

En tout état de cause si l'organisme entretient des relations privilégiées avec des entreprises du secteur lucratif qui en retirent un avantage concurrentiel, l'association est soumise aux impôts commerciaux.

### ***1-Examen de la gestion:***

Aux termes de l'article 261-7 d du CGI, le caractère désintéressé de la gestion est avéré lorsque l'organisme est géré et administré à titre bénévole par des personnes n'ayant elles même ou par personne interposées, aucun intérêt direct ou indirect dans les résultats de l'exploitation.

- l'organisme ne doit procéder à aucune distribution directe ou indirecte de bénéfice, sous quelque forme que ce soit,
- les membres de l'organisme et leurs ayants droit ne doivent pas pouvoir être déclarés attributaires d'une part quelconque de l'actif, sous réserve du droit de reprise des apports.

Au cas particulier, je constate au vu des réponses au questionnaire produit à l'appui de votre demande que votre association est gérée et administrée à titre bénévole.

En cas de dissolution, l'article 19 des statuts prévoit que l'actif net sera dévolu à toutes associations déclarées ayant un objet similaire ou établissement public ou privé reconnu d'utilité publique de son choix.

Par ailleurs, les entreprises qui apportent à l'association une aide financière lors de la réalisation d'un nouveau projet, ne tirent aucun avantage concurrentiel si ce n'est de voir figurer leur nom sur le site internet de l'association.

Dans ces conditions, la gestion de l'association présente un caractère désintéressé

### ***2-Analyse de la concurrence :***

Pour être reconnue non lucrative, l'association ne doit pas concurrencer les entreprises du secteur commercial et ne doit pas exercer son activité dans des conditions similaires à celles des entreprises privées au regard du produit proposé, du public bénéficiaire des prix pratiqués et du recours à la publicité. L'analyse de la concurrence doit être réalisée au regard des différentes activités réalisées par l'association.

Au cas particulier, ANTEC réalise à titre permanent la gestion d'un site internet.

Sur ce site sont mis en ligne :

-des prestations gratuites :

-Informations à destination d'un public désireux de s'informer sur les systèmes informatiques (fiche technique, programmes).

-Activités scientifiques et technologiques sous forme de travaux pratiques destinées au monde éducatif.

Les prestations proposées aux établissements scolaires représentent l'activité prépondérante.

-des prestations payantes :

L'association propose une assistance en ligne pour les particuliers (41€ par an)

Cette activité réalisée par des bénévoles de l'association reste ponctuelle. Les prix pratiqués restent très inférieurs à ceux pratiqués par les sociétés d'assistance informatique en ligne.

Dans ces conditions, l'activité de l'association ne peut être considérée comme étant exercée dans des conditions similaires à celles des entreprises commerciales de part le caractère occasionnel de l'activité et l'implication des bénévoles .

L'association propose aux établissements scolaires un abonnement abonner au site TPLine pour 91€ par an afin d'accéder au fonds documentaire.

Cette prestation est liée aux activités présentées sur le site TPLine. A ce titre la prestation ne peut entrer en concurrence avec des organismes du secteur lucratif.

Dès lors, l'ensemble des activités proposées par l'association peuvent être qualifiées de non lucratives.

L'association ne peut être regardée comme fonctionnant au profit d'un cercle restreint puisqu'elle propose ses prestations à un large public.

En conséquence, l'association ANTEC peut être considérée comme un organisme d'intérêt général au sens des articles 200-1-b et 238 bis-1-a du CGI.

### **III- EXAMEN DES CRITÈRES DU MÉCÉNAT**

Pour bénéficier du régime du mécénat prévu par les articles 200-1 et 238 bis du code général des impôts, les dons doivent être effectués au profit d'organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises.

S'agissant du caractère éducatif, l'article L121-4 du code de l'éducation précise que les enseignements scolaires et universitaires ont pour objet de dispenser les connaissances de base et les éléments d'une culture générale incluant les données scientifiques et techniques, de préparer à une qualification et de concourir à son perfectionnement et à son adaptation au cours de la vie professionnelle.

A cet égard, l'article D551-1 du code de l'éducation prévoit que les associations qui apportent leur concours à l'enseignement public peuvent faire l'objet d'un agrément lorsque ce concours prend l'une des formes suivantes :

1- intervention pendant le temps scolaire, en appui aux activités d'enseignements conduites par les établissements,



2-organisation d'activités complémentaires en dehors du temps scolaire,

3-contribution au développement de la recherche pédagogique à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative.

De telles activités présentent un caractère éducatif.

Au cas présent, l'association ANTEC proposent à titre prépondérant des modules de travaux pratiques destinés à illustrer et compléter les cours de matière scientifiques (physique, mathématiques, technologie, SVT). Ces supports sont utilisés dans les collèges, lycées, classes préparatoires et établissements d'enseignement supérieur afin de contribuer à la formation des équipes pédagogiques et des étudiants.

La création d'un site internet présentant des travaux pratiques a été soutenue par le ministère de l'Education Nationale à sa création par la signature d'une convention. Par ailleurs le soutien renouvelé de l'inspection générale de l'Education du sport et de la recherche permet de confirmer l'intérêt des travaux pratiques mis en ligne pour la formation des étudiants.

Dans ces conditions, il apparaît possible de considérer que la mise en ligne de travaux pratiques relatifs à des mesures en temps réels destinés à la formation des étudiants peut se voir reconnaître le caractère éducatif sous réserve que cette prestation constitue son activité principale.

**En conséquence, l'association ANTEC pourra délivrer des récépissés de dons ouvrant droit à déduction fiscale prévue aux articles 200-1-b et 238 bis-1-a du code général des impôts sans encourir l'amende fiscale prévue à l'article 1740 A du code général des impôts.**

Le présent courrier engage l'administration au sens de l'article L.80C du Livre des Procédures Fiscales. Toutefois, les modifications apportées aux conditions de fonctionnement de l'association, de même que l'inexactitude ou l'insuffisance de renseignement fournis seraient susceptibles d'enlever toute portée à la présente réponse.

Si vous entendez contester le sens ou la portée de cette réponse, vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la réception de ce courrier pour m'informer de votre intention de solliciter un second examen de votre demande initiale dans les conditions prévues à l'article L 80 CB du livre des procédures fiscales. Dans cette hypothèse, je vous saurais gré de me faire savoir si vous souhaitez, vous-même ou par l'intermédiaire de votre conseil, être entendu par le collège compétent pour formuler un avis sur votre demande de second examen.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice départementale des finances publiques,  
L'adjointe au responsable de la division des affaires juridiques

Mathilde PADOVANI

